

Comprendre les ruptures du monde, penser les alternatives

Si l'on doit manier avec prudence les informations alarmistes prédisant une nouvelle conflagration générale, il faut bien reconnaître que la situation internationale s'est considérablement dégradée. Le recours à la force et à la menace se banalise et trouve des défenseurs partout. Cette dégradation a hélas des causes qui la rendaient prévisible.

Gilles DESNOTS, membre de la section LDH de Toulon métropole

Un capitalisme de plus en plus dérégulé a produit en vingt ans un monde où les inégalités internes et entre pays sont redevenues aussi grandes qu'avant 1914. C'est l'une des raisons majeures de l'instabilité politique croissante, la pauvreté et la frustration entraînant montée des extrémismes, révoltes, coups d'Etat, révolutions et guerres civiles, essor du narcotrafic, guerres. Certains acteurs cherchent aussi l'appui de puissances qui poursuivent, à travers ce soutien, leurs propres intérêts particuliers et divergents.

Les impasses de la mondialisation ont par ailleurs conduit à l'essor d'idées et de mouvements altermondialistes qui ont produit une pensée cohérente en vue d'un modèle de développement alternatif au capitalisme libéral, mortel pour la biodiversité et les sociétés humaines. En liant développement, égalité, démocratie, solidarité, dignité, cette pensée redéfinit une sortie possible du capitalisme et présente donc un danger systémique pour ses défenseurs. L'ennemi désigné est celui qui met en cause sa durabilité au service d'une minorité. La dérive autoritaire générale accompagnant l'explosion des extrêmes droites est la réponse logique d'un système qui ne propose qu'une exploitation de plus en plus brutale des populations. Face aux idéaux de solidarité, de fraternité et de sororité, d'égalité en droit, de partage et de droits collectifs, les partisans du capi-

talisme actuel vont promouvoir à la fois ce qui suscite la division, la méfiance – la séparation attisant ainsi les possibilités de violence –, et ce qui rassure, en agitant le fantasme d'un passé mythifié par la famille traditionnelle, la religion, la puissance, le nationalisme, autant de carburants pour enflammer les esprits et casser toute dynamique émancipatrice.

Quand l'hégémonie des puissances vacille

Cette évolution du monde se retrouve dans les relations entre Etats : le capitalisme tel qu'il s'est construit depuis la première révolution industrielle interdit le partage de la prospérité. La recherche d'un profit toujours plus important dans un espace concurrentiel n'est possible qu'avec d'importants réservoirs d'espaces et de populations encore inexploités, un minimum de concurrents et une hiérarchie des rôles entre dominants et dominés – si possible consentants. Lorsque des concurrents sortent de ce cadre, comme l'Allemagne avant 1914, ou la Chine aujourd'hui, l'hé-

gémonie et l'avenir de la ou des principales puissances sont menacés. D'où des tensions internationales croissantes, douanières, financières, diplomatiques puis militaires entre rivaux devenant peu à peu des ennemis. Ces tensions se déroulent sur des points stratégiques déterminant l'accès aux ressources minières et énergétiques, aux marchés de consommation les plus importants, aux passages maritimes fondamentaux pour les échanges. Certes, il est possible de différer la guerre entre puissances quand des marges substantielles de profit peuvent être obtenues par l'exploitation des sociétés, dans les pays dominés d'abord, puis au sein des pays dominants. Les révolutions technologiques contribuent aussi, momentanément, à créer des profits, retardant le moment de l'impasse pour des puissances capitalistes qui ne peuvent finalement continuer à se développer qu'en éliminant l'adversaire. Les guerres qui en résultent sont toujours la dernière étape d'une phase d'impérialisme de plus en plus agressif de leur part. Il est donc possible de voir aujourd'hui

« La délégitimation de l'Occident et du droit international a surtout servi, d'une part, les régimes autoritaires et les mouvements islamistes, et d'autre part les extrêmes droites occidentales.

C'est dans ce contexte opportun que se placent la guerre génocidaire d'Israël ou la promotion d'un Occident blanc, chrétien et supérieur. »



Il est possible de voir la politique des Etats-Unis comme celle d'une puissance capitaliste qui se sait fragilisée et menacée d'abord par l'essor de concurrents ayant adopté le même modèle de développement, avec des singularités, la Chine d'abord, la Russie également, mais aussi par des pays qui sont en mesure de contester l'hégémonie américaine.

la politique des Etats-Unis comme celle d'une puissance capitaliste qui se sait fragilisée et menacée d'abord par l'essor de concurrents ayant adopté le même modèle de développement, avec des singularités, la Chine d'abord, la Russie également, mais aussi par des pays qui sont en mesure de contester l'hégémonie américaine : l'Union européenne (UE), dans ses tentatives de développer ses échanges en Amérique latine et en Afrique notamment, le Sud global, l'Iran, s'il parvenait à rendre plus difficile le contrôle américain sur le Moyen-Orient. En adoptant un impérialisme brutal et tous azimuts d'une part, en s'affranchissant du droit international de l'autre, les Etats-Unis sont devenus un danger absolu pour la paix et, au-delà, pour la survie de millions d'humains sacrifiés à l'avance, dans une parfaite indifférence, par l'accaparement de richesses pourtant nécessaires à tous et toutes.

La perte de valeur du droit international

Mais il faut bien voir qu'au-delà des Etats-Unis, c'est tout un système économique en crise qui génère tensions et guerres. Tous les pays du G20 sont les acteurs d'un mode de développement prédateur, inégalitaire, qui les pousse à chercher jusqu'à l'impasse les moyens de satisfaire leurs exportations, leur économie nationale, leur zone d'influence, les profits de leurs dirigeants. C'est pourquoi aujourd'hui ils marchandent

« La Chine et la Russie, en se présentant comme modèles d'avenir, en finançant partout dans le monde des forces politiques favorables, en menant des guerres hybrides contre les Occidentaux, ont déjà mis en œuvre un basculement du monde vers un autre ordre international. »

avec les Etats-Unis ou la Chine les moyens de pouvoir exister. C'est également ce qui les pousse à des tentations guerrières et à s'immiscer dans des conflits internes, le tout dans un contexte de délégitimation du droit international.

Le respect du droit international est brandi aujourd'hui par les sociétés civiles comme un rempart contre le chaos et la loi du plus fort. Il est aussi invoqué par les gouvernements soucieux ponctuellement de coller à l'opinion publique, et quand il peut servir leurs intérêts. L'appel au respect du droit international par la Chine et la Russie face aux crises vénézuélienne ou iranienne peut faire sourire. L'UE, tout autant, n'a pas

été très pressée d'exiger le respect du droit, ni même de l'appliquer : en 1992, dans les guerres balkaniques, en 1994, face au génocide au Rwanda, en 2011, dans son intervention en Libye, ou en 2025, face au génocide palestinien, pour ne citer que ces exemples. Aujourd'hui, sa passivité relative montre à quel point le droit international et les institutions qui le représentent (l'ONU, la Cour pénale internationale-CPI) sont dévalués. L'UE, au lieu de s'en servir comme un outil de régulation des relations internationales, se plie à la volonté des Etats-Unis de promouvoir une diplomatie transactionnelle qui consiste à entériner la réalité du rapport de forces. Elle a besoin du soutien des Etats-Unis en Ukraine ; dans l'Otan, elle cherche également à sauvegarder des parts de marché en Amérique et ne veut pas voir l'opportunité qui lui est donnée de casser la dynamique des empires en promouvant un autre modèle économique, social et politique. Elle se condamne donc à une politique d'« apaisement », de sinistre mémoire depuis 1938. La dévaluation du droit international est une manifestation limpide de la disparition d'un ordre international datant de 1945 et consolidé après la guerre froide. Comme tout ordre international, il était hiérarchique, temporaire et injuste. A la différence des époques précédentes, il intègre cependant des aspects démocratiques : l'égalité en droit entre les Etats (manifesté par exemple à l'Assemblée

S'il a été possible sur le plan économique de créer un G20, plus représentatif que le G7, les Cinq ont en revanche refusé un élargissement du Conseil de sécurité. Cet élargissement aurait pu redonner aujourd'hui une aura à l'institution.



© BANQUE CENTRALE DU BRÉSIL, LICENCE FLICKR

générale de l'ONU) et le développement continu d'un droit international de plus en plus ambitieux et protecteur des droits de la personne, des minorités, des peuples, en même temps que correcteur des inégalités de développement les plus criantes. Ce cadre a priori contraignant fut bien des fois contourné par les principales puissances mondiales. Mais à la fin du XX^e siècle, dans le contexte très optimiste de la fin de la guerre froide, l'ONU crut pouvoir devenir l'embryon d'une démocratie planétaire, bénéficiant d'un essor du multilatéralisme légitimé par le droit international. Cet ordre international promis à un avenir durable se fissura pourtant dès 2001.

L'ordre international durablement ébranlé

Avec les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis basculèrent vers un unilatéralisme de plus en plus agressif sur tous les plans, comme condition de survie de leur leadership global. Que la période Obama soit considérée comme un retour à des dispositions multilatéralistes de la part des Etats-Unis ne change rien à une évolution qui aboutit à Trump. D'ailleurs, c'est sous la présidence Obama qu'au Venezuela se sont aggravées les mesures états-uniennes pour isoler le pays et l'appauvrir, dans l'espoir d'en finir avec la révolution initiée par Hugo Chávez.

En même temps, l'essor de la Chine et de pays émergents ainsi que la promotion d'une ONU plus ouverte ont conduit à détruire la légitimité d'une conduite des crises internationales par les cinq puissances héritées de la Seconde Guerre mondiale. S'il a été possible sur le plan économique de créer un G20, plus représentatif que le G7, les Cinq ont en revanche refusé un élargissement du Conseil de sécurité. Cet élargissement les aurait défavorisés, mais il aurait pu redonner aujourd'hui une aura à l'institution.

L'ordre international hérité s'est heurté par ailleurs à la multiplication de crises politiques provoquées au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, garanti par le droit international, et à l'explosion des nationalismes permise par la fin de la guerre froide. Sur tous les continents, les grandes puissances se sont engouffrées dans ces crises afin de faire valoir leurs intérêts particuliers et divergents. Elles ont contribué ainsi puissamment à bloquer

des situations, à affaiblir un droit international qu'elles ne respectaient pas forcément, à se décrédibiliser : dans les Balkans, au Liban, en Palestine, en Afghanistan, en Irak, dans le Sahel, etc.

Avec la crise de 2008, le capitalisme a entraîné une polarisation croissante du monde et des sociétés, conduisant à des logiques prédatrices et de confiscation des richesses à toutes les échelles : de la part des Etats, des grandes entreprises, des grands propriétaires et des organisations criminelles.

C'est donc un monde de colère et de frustration qui s'est ensuite emparé progressivement de la planète, accompagné d'une contestation de plus en plus radicale d'un ordre international incapable de réaliser les promesses de l'après-guerre froide. Cette contestation aux multiples visages a un point commun, sur le plan international : la dénonciation d'un Occident riche, prédateur et inapte à résoudre les problèmes du monde. Cette dénonciation

« La véritable carte européenne serait de construire un modèle alternatif, liant démocratie, écologie, sortie du capitalisme. Cela se construit, prend du temps. Or, nous sommes dans l'urgence, la sidération qu'impose Trump freine les capacités de décision, et la volonté politique ne semble pas au rendez-vous en Europe. »

n'est pas seulement celle d'un modèle économique, elle englobe également les institutions et les valeurs jugées comme des vecteurs au service exclusif de l'Occident, et, par conséquent, au détriment du reste du monde : l'ONU, le droit international, la démocratie, le passé colonial de l'Europe, l'impérialisme américain.

Une bascule dangereuse dans l'autoritarisme

Cette situation peut être intéressante si elle débouche sur des mouvements d'émancipation et de désir de refondation d'un ordre international sur des bases pacifiques. Mais il faut bien avouer que la délégitimation de l'Occident et du droit international a surtout servi, d'une part, les régimes autoritaires et les mouvements islamistes, et, d'autre part, les extrêmes droites occidentales, en quête d'un retour à la suprématie occidentale par la force et le conservatisme. C'est dans ce contexte opportun que se placent la guerre génocidaire d'Israël ou la promotion d'un Occident blanc, chrétien et supérieur.

La Chine et la Russie ont pleinement compris l'affaiblissement de l'Occident et jouent de ses faiblesses pour affirmer la possibilité d'un ordre international alternatif, autoritaire, conservateur et coercitif, pour parvenir à l'hégémonie. Les deux pays ont pour l'instant besoin l'un de l'autre. Ils s'appuient sur une puissance militaire et financière suffisante pour tisser des faisceaux de relations avec tous les pays qui peuvent avoir intérêt à prendre leurs distances avec l'Occident. Leur modèle ne peut que séduire les extrêmes droites nationalistes et conservatrices qui prônent l'efficacité et la force pour s'enrichir. La Chine et la Russie, en se présentant comme modèles d'avenir, en finançant partout dans le monde des forces politiques favorables, en menant des guerres hybrides contre les Occidentaux, ont déjà mis en œuvre un basculement du monde vers un autre ordre international.

La réponse des Etats-Unis aujourd'hui, au-delà des fougades de D. Trump, est donc cohérente pour une puissance qui ne veut pas perdre son hégémonie. Le problème est que ses actions et réactions actuelles, dans un monde qui n'est plus celui du XX^e siècle, suscitent une augmentation des critiques et oppositions qui ne peuvent que l'isoler davantage. C'est une fuite en avant qui conduit dangereusement à la guerre.

« Doit-on tenter de relancer, comme avant 1914, un grand mouvement pacifiste ? Sans oublier que ce dernier s'appuyait en même temps sur la nécessité de sortir du capitalisme. Doit-on donc contribuer à l'essor des idées les plus radicales sur les plans économique et social, pour sortir de l'impasse ? Comment concilier alors droit et radicalité ? »

Les Etats-Unis, en piétinant à toute allure le droit international, en créant un Conseil de la paix à leur botte pour remplacer l'ONU, en menaçant de quitter l'Otan, en humiliant leurs alliés, en portant la guerre en Iran et au Moyen-Orient, en s'enfonçant dans les mensonges et l'autoritarisme, en renonçant à leur image de défenseurs du Bien qui caractérisa leur idéologie depuis 1918, risquent de perdre tout ce qui, même symboliquement, donnait de la légitimité à leur rôle de première puissance mondiale. Cela ne peut les conduire qu'à plus de méfiance et d'agressivité. Il faut souhaiter la défaite du trumpisme avant qu'il ne soit trop tard, car dans les situations internationales tendues, il existe toujours un moment de bascule où, quoi qu'on fasse, il est trop tard pour la paix.

Vers un monde réinventé, face aux crises ?

L'Europe est le deuxième acteur de cet Occident décrié. Elle est aujourd'hui dans une position difficile : en acceptant d'être une périphérie dominée au service des Etats-Unis, elle risque d'être un appendice voué au déclin. En s'affranchissant des Etats-Unis, elle devrait gérer au moins un temps un certain isolement, tant qu'elle ne rompra pas radicalement avec son passé dominateur colonial et raciste. Elle a cependant des cartes en main. Tout d'abord parce que les économies américaines et européennes sont extrêmement

entrecroisées. Les Européens pourraient infliger de lourds dommages aux Etats-Unis, initiant toutefois un jeu de massacre mutuel dévastateur pour tous. La véritable carte européenne serait, il faut le souligner, de construire un modèle alternatif, liant démocratie, écologie, sortie du capitalisme. Cela se construit, prend du temps. Or, nous sommes dans l'urgence, la sidération qu'impose Trump freine les capacités de décision, et la volonté politique ne semble pas au rendez-vous en Europe. De tels changements n'empêcheraient sans doute pas des temps difficiles et erratiques mais feraient vivre une alternative possible aux dystopies effroyables qui s'annoncent. Dans le contexte actuel, le partage d'un fonds commun de valeurs afin de fonder un ordre international stable n'existe plus entre les Etats. A la lutte pour l'hégémonie économique et politique vient s'ajouter celle pour l'hégémonie culturelle. L'une des forces des empires aujourd'hui est de s'appuyer résolument sur toutes les possibilités données par les nouvelles technologies de l'information pour semer la confusion, inverser les valeurs, faire en sorte que toute vérité soit tue. Lorsque Trump enlève Maduro et l'inculpe comme narcotrafiquant alors qu'il gracie le président Hondurien condamné pour trafic de drogue, on se dit que l'effondrement de la pensée est total et qu'il ne nous reste plus que la soumission ou à réinventer la révolution.

Pour nous citoyens, citoyennes et membres de la LDH, quel peut être notre rôle pour ne pas accompagner la résignation collective face au risque de guerre et d'effondrement de l'Europe ? Et de quelle Europe parle-t-on : faut-il s'engager pour la défense d'une Europe des riches et gangrenée par l'extrême droite ? Doit-on secouer la classe politique afin qu'elle s'empare d'une question qui, en démocratie, ne devrait être ni escamotée ni laissée entre les mains du seul Président ? Doit-on tenter de relancer, comme avant 1914, un grand mouvement pacifiste ? Sans oublier que ce dernier s'appuyait en même temps sur la nécessité de sortir du capitalisme. Doit-on donc contribuer à l'essor des idées les plus radicales sur les plans économique et social, pour sortir des impasses mortelles dans lesquelles nous sommes aujourd'hui ? Comment concilier alors droit et radicalité ? Autant de questions pour alimenter un débat rendu urgent. ●